

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 février 2004
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 7 février 2004, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Me référant à ma lettre du 3 novembre 2003 (S/2003/1062), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quatrième rapport que la République de Corée a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001)(voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



Annexe

**Lettre datée du 4 février 2004, adressée au Président
du Comité contre le terrorisme par le Représentant permanent
de la République de Corée auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Me référant à votre lettre datée du 22 octobre 2003 demandant de plus amples informations sur l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un nouveau rapport supplémentaire du Gouvernement de la République de Corée (voir pièce jointe).

Le Représentant permanent
(*Signé*) **Kim Sam-Hoon**

Pièce jointe

Rapport supplémentaire présenté par la République de Corée au Comité contre le terrorisme en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

I. Mesures d'application

1.1. Au paragraphe 1 de sa résolution, le Conseil de sécurité a décidé que les États devaient prévenir et réprimer le financement des actes de terrorisme. Au paragraphe 2, il a décidé que les États devaient veiller à ce que toutes personnes qui participent au financement, à l'organisation, à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme ... soient traduites en justice. Le CCT a pris note avec satisfaction du train de mesures prévues dans l'avant-projet de loi contre le terrorisme, qui sont énumérées aux pages 3 à 5 du troisième rapport, et attend avec intérêt le texte du projet de loi dont la communication lui a été annoncée à la page 4 du même rapport.

L'avant-projet de loi contre le terrorisme a été approuvé par la Commission du renseignement de l'Assemblée nationale en décembre 2003. Il se trouve actuellement devant la Commission de la justice. L'Assemblée nationale devrait prochainement l'examiner et l'approuver. Le texte intégral sera communiqué au CCT dès que le projet aura été adopté.

1.2. Au paragraphe 1, alinéa a), le Conseil a décidé que les États devaient prévenir et réprimer le financement des actes de terrorisme. Le CCT a relevé avec satisfaction, au paragraphe 1.5 à la page 5 du troisième rapport, que des mécanismes aux fins du signalement des opérations et montages financiers suspects et des mécanismes d'enquête avaient été mis en place en République de Corée. À cet égard, le CCT souhaiterait savoir si la République de Corée a déjà imposé, ou a l'intention d'imposer, à ses institutions financières des obligations de signalement pour les espèces ou les instruments négociables.

Actuellement, conformément à la loi relative à la déclaration des opérations financières, les institutions financières nationales sont tenues de signaler uniquement les opérations financières suspectes. Le Service coréen du renseignement financier (KoFIU) a l'intention d'instituer un système de signalement des opérations en espèces importantes qui prendra effet en 2004 et qui exigera des institutions financières qu'elles signalent les opérations en espèces et les chèques de banque excédant un certain montant, qu'ils soient ou non suspects.

1.3 En ce qui concerne le paragraphe 1, alinéa a), le CCT a le plaisir de constater que la République de Corée a interdit les systèmes de paiement alternatifs ou les système de transfert de valeurs informels comme l'« hawala ». Il souhaiterait savoir quelles mesures la République de Corée a prises pour faire en sorte que les systèmes de paiement alternatifs ne fonctionnent plus à l'intérieur de ses frontières comme mode de financement du terrorisme.

L'article 66 de la loi sur les banques dispose que quiconque assure des services de remise de fonds sans avoir obtenu l'autorisation des pouvoirs publics est passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au maximum ou d'une amende d'un montant maximal de 200 millions de won.

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 5 de la loi relative à la répression de la violence, etc., quiconque fournit des fonds pour l'accomplissement d'actes de terrorisme est passible d'une peine d'emprisonnement à temps d'au moins trois ans.

En particulier, les articles 8 et 12 de la loi relative au produit du crime disposent que tous les fonds liés à des activités terroristes seront saisis et/ou gelés.

1.4 Afin d'assurer l'application effective du paragraphe 1, alinéa a), veuillez, sans révéler d'informations sensibles, indiquer si la République de Corée a adopté, en sus de ce qui est mentionné dans ses précédents rapports, une stratégie ou des outils d'investigation spéciaux pour permettre à diverses autorités telles que la police, les douanes, le Département de la lutte antiblanchiment et la Banque centrale d'empêcher effectivement le transfert de ressources à des terroristes. (Par exemple, des outils permettant de détecter les modalités de blanchiment suivantes : le blanchiment par le biais d'opérations commerciales, le blanchiment dans l'immobilier, la surfacturation et la sous-facturation d'importations et d'exportations, les systèmes de remises de fonds alternatives, comme l'hawala, etc.)

Au début de juillet 2003, le KoFIU a actualisé son système d'analyse électronique existant (KoFIS) en vue d'améliorer la détection du financement du terrorisme. Une fois les listes de terroristes entrées dans le système, la « fonction alerte » du KoFIS, qui est reliée à la base de données sur les échanges de devises étrangères et les opérations suspectes, se déclenche automatiquement pour mettre en garde contre le financement éventuel d'activités terroristes.

1.5 Le CCT saurait gré à la République de Corée de bien vouloir fournir des renseignements concernant les questions indiquées ci-après pour la période allant du 1er janvier 2001 jusqu'à nos jours :

- a) Le nombre d'arrestations de terroristes ou de personnes qui les soutiennent;
- b) La valeur des fonds et avoirs gelés liés à des individus et entités identifiés comme étant des terroristes ou des organisations terroristes;
- c) De brefs exemples d'enquêtes ou de poursuites concernant le terrorisme et le financement du terrorisme qui ont abouti et qui peuvent être rendues publiques.

Nous n'avons pas d'informations à communiquer à cet égard.

1.6 Au paragraphe 2, alinéa b), le Conseil de sécurité a décidé que les États devaient prendre les mesures voulues pour empêcher les actes de terrorisme. Au paragraphe 3, alinéa d), il demande aux États de devenir dès que possible parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme. Le CCT constate avec satisfaction que la République de Corée s'est empressée d'engager des démarches en vue de ratifier tous les instruments internationaux relatifs à la prévention et à la répression du terrorisme ou d'y adhérer. Le CCT souhaiterait que lui soient communiquées les grandes lignes de la loi relative à la répression des attentats terroristes à l'explosif et du financement du terrorisme lorsque le projet de loi aura été soumis à l'Assemblée nationale, comme mentionné au paragraphe 1.17, à la page 11 du troisième rapport.

Les travaux préparatoires sur la loi relative à la répression des attentats terroristes à l'explosif et du financement du terrorisme ne sont pas encore achevés. Le Gouvernement coréen a l'intention de soumettre le projet de loi à l'Assemblée nationale dès que les deux conventions internationales pertinentes, la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, auront été ratifiées par l'Assemblée nationale.

Même si le projet de loi n'a pas encore été soumis à l'Assemblée nationale, les actes de terrorisme, y compris les attentats terroristes à l'explosif ou le financement du terrorisme, peuvent déjà être réprimés comme il convient par application d'instruments juridiques existants tels que le Code pénal, la loi relative à la répression de la violence, etc., et la loi relative au produit du crime.

1.7 Aux termes du paragraphe 2, alinéa e), de la résolution, les États sont tenus de veiller à ce que toutes personnes qui participent au financement, à l'organisation, à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme ou qui y apportent un appui soient traduites en justice. La République de Corée pourrait-elle, sans divulguer d'informations sensibles, indiquer au CCT les grandes lignes de ses lois concernant la cybercriminalité ainsi que des dispositions visant à empêcher l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes?

Afin de prévenir la cybercriminalité et l'utilisation dolosive de l'Internet par des terroristes, la République de Corée a promulgué et applique un certain nombre de lois, dont la loi relative à la promotion de l'utilisation des réseaux d'information et de communication et à la protection de l'information, etc., et la loi relative à la protection de l'infrastructure en matière d'information et de communication.

Premièrement, en ce qui concerne le piratage informatique, l'effraction dans un système d'information et de communication sans droit d'accès ou en outrepassant un droit d'accès est punie de trois ans d'emprisonnement au maximum ou d'une amende d'un montant maximal de 30 millions de won (paragraphe 1 de l'article 48 et point 1 de l'article 63 de la loi relative à la promotion de l'utilisation des réseaux d'information et de communication et à la protection de l'information, etc.).

S'agissant de la propagation de virus informatiques et des attaques par déni de service, le fait de transmettre ou de propager des programmes qui peuvent endommager, perturber, altérer, ou falsifier des systèmes d'information et de communication, des données, des programmes, etc., ou entraver le fonctionnement de ces systèmes, ou le fait de perturber le système d'information et de communication en le submergeant de signaux ou de données, ou en provoquant l'exécution de commandes illicites, ou le fait de programmer de quelque autre façon un ordinateur à seule fin d'entraver le bon fonctionnement de systèmes d'information et de communication, est puni de cinq années d'emprisonnement au maximum ou d'une amende d'un montant maximal de 50 millions de won (paragraphe 2 et 3 de l'article 48 et points 4 et 5 de l'article 62 de la loi relative à la promotion de l'utilisation des réseaux d'information et de communication et à la protection de l'information, etc.).

En outre, le fait d'endommager les données d'autrui qui sont traitées, stockées ou transmises par le système d'information et de communication ou le

fait d'accéder par effraction à des informations privées, de s'approprier de telles informations ou de les divulguer est puni de cinq années d'emprisonnement au maximum ou d'une amende d'un montant maximal de 50 millions de won (article 49 et point 4 de l'article 62 de la loi relative à la promotion de l'utilisation des réseaux d'information et de communication et à la protection de l'information, etc.).

Si le représentant d'une société, ou le mandataire, l'utilisateur ou le préposé d'une société, ou un particulier viole la loi en relation avec l'activité commerciale de la société ou du particulier, la société ou le particulier est passible de l'amende prescrite par les articles qui prévoient en outre la sanction applicable à l'auteur matériel (article 66 de la loi relative à la promotion de l'utilisation des réseaux d'information et de communication et à la protection de l'information, etc.).

Par ailleurs, les systèmes d'information et de communication tels que les systèmes de contrôle et de gestion électroniques liés à la sécurité nationale, à l'administration, à la défense nationale, à l'ordre et la paix publics, aux finances, aux communications, aux transports, à l'énergie, etc., sont considérés comme des infrastructures de communication et d'information d'importance vitale et sont spécialement protégés par le pays. Et le fait de faire d'une telle infrastructure la cible d'un piratage informatique, de virus informatiques, d'attaques par déni de service, etc., est puni de 10 ans d'emprisonnement au maximum ou d'une amende d'un montant maximal de 100 millions de won (article 12 et 28 de la loi relative à la protection de l'infrastructure en matière d'information et de communication).

Au cours de l'année prochaine, la République de Corée a l'intention d'introduire un système d'audit de la sécurité des données à l'intention des prestataires de services de façon à renforcer la protection du réseau informatique et de l'Internet contre les attaques cyberterroristes.

1.8 Le CCT serait reconnaissant à la République de Corée de bien vouloir lui communiquer, sans divulguer d'informations sensibles, les grandes lignes de la formation spécifique dispensée à ses autorités administratives, d'investigation, de poursuite et judiciaires concernant les sujets ci-après :

- a) Les typologies et tendances des méthodes et techniques de financement du terrorisme;
- b) Les techniques de localisation des avoirs qui représentent le produit du crime ou qui ont été utilisés pour financer le terrorisme afin de faire en sorte que ceux-ci soient gelés, saisis ou confisqués; et
- c) Les opérations antiterrorisme.

Aucune formation spécifique n'est dispensée sur ces sujets aux autorités administratives, d'investigation, de poursuite ou judiciaires.

1.9 Aux termes du paragraphe 2, alinéa g), les États sont tenus d'instituer des contrôles efficaces aux frontières et, aux termes de l'alinéa e), de veiller à ce que toutes personnes qui participent au financement, à l'organisation, à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme soient traduites en justice. La République de Corée pourrait-elle indiquer dans les grandes lignes comment elle traite les importations et les exportations ainsi que les mesures qu'elle prend pour identifier

les biens à haut risque susceptibles d'aider à commettre des actes terroristes ou à les financer et pour les inspecter ou en interdire l'importation ou l'exportation? S'agissant des sorties illicites d'espèces, d'instruments négociables, d'or et autres matières de grande valeur susceptibles d'être utilisés pour financer des groupes terroristes, des opérations de détection et de répression concertées ont-elles été menées par plusieurs autorités? La République de Corée pourrait-elle, sans divulguer d'informations sensibles, donner des exemples d'opérations de ce genre qui ont été couronnées de succès?

Les diamants de contrebande sont considérés comme des biens à haut risque pouvant contribuer au financement du terrorisme. Les importations et les exportations de diamants sont donc soumises au système de certification du Processus de Kimberley et les certificats doivent indiquer l'identité de l'importateur et de l'exportateur et l'échéancier d'expédition.

En cas d'importation et d'exportation de diamants, on vérifie si ceux-ci correspondent bien aux mentions portées sur le certificat du Processus de Kimberley délivré par le pays exportateur.

Les armes à feu ou les explosifs qui présentent de forts risques d'utilisation à des fins terroristes ne peuvent être importés ou exportés qu'avec l'autorisation du chef de la police nationale ou locale conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 9 de la loi portant réglementation des armes à feu, des armes blanches et des explosifs.

Les armes à feu et les explosifs comptent parmi les biens qui, en vertu de la loi sur les douanes, doivent être déclarés par le chef du Bureau des douanes et qui ne peuvent être dédouanés sans l'autorisation du chef de la police nationale ou locale.

Afin de prévenir le trafic d'armes à feu et d'explosifs, les échanges sont subordonnés à l'obtention d'une licence qui n'est délivrée qu'aux fabricants, aux commerçants et à des entités autonomes nationales ou locales qui ne sont pas susceptibles de mettre en danger la sécurité publique.

Les armes à feu ou explosifs à usage militaire (autorisés par le Ministère de la défense nationale) constituent des exceptions conformément au paragraphe 3 de la loi portant réglementation des armes à feu, des armes blanches et des explosifs.

Afin de combattre le blanchiment et le financement du terrorisme, le KoFIU convoque tous les semestres une réunion d'un comité consultatif. De hauts responsables de diverses autorités, comme le ministère public, la police nationale, le fisc national, le Bureau des douanes, et la Commission de contrôle des opérations financières, assistent à cette réunion.

- Le KoFIU convoque également tous les trimestres une réunion de consultation à laquelle participe du personnel de niveau intermédiaire des autorités de détection et de répression.**

1.10 Aux termes du paragraphe 2, alinéa g) de la résolution, les États doivent empêcher les mouvements de terroristes ou de groupes de terroristes en instituant des contrôles efficaces aux frontières. Le CCT souhaiterait savoir quelles procédures ou quels matériels la République de Corée a mis en place à ses frontières pour détecter les contrefaçons ou falsifications de passeport. Il juge encourageant le

nouveau dispositif établi par la République de Corée pour les passeports, mentionné au paragraphe 1.14 à la page 10 du troisième rapport. La République de Corée pourrait-elle informer le CCT des mesures qu'elle a déjà mises en place, ou qu'elle a l'intention de mettre en place, pour prévenir les contrefaçons de visas coréens dont pourraient profiter des terroristes?

Au début du mois d'avril 2004, les autorités coréennes délivreront des passeports sécurisés avec photo numérisée afin d'empêcher les falsifications par remplacement de la photographie. Nous utilisons également des vignettes visas afin de lutter contre la contrefaçon de visas.

1.11 Le CCT relève avec satisfaction, au paragraphe 1.14 à la page 10 du troisième rapport, que la République de Corée établit des listes de terroristes présumés qui sont communiquées électroniquement aux postes frontière. Il souhaiterait savoir quelles procédures sont en place pour comparer ces listes avec d'autres bases de données (liste d'importateurs et exportateurs des autorités douanières; liste des titulaires du permis de conduire; liste des immatriculations de véhicules et autres fichiers centraux en vue d'identifier les terroristes connus ou les personnes suspectées de terrorisme.

Aucune procédure permettant de comparer les listes de terroristes présumés avec d'autres bases de données n'est actuellement en place.

1.12 S'agissant du paragraphe 2, alinéa g), de la résolution, le CCT souhaiterait connaître dans les grandes lignes les procédures que la République de Corée a mises en place pour que des informations concernant les expéditions et passagers internationaux soient communiquées à l'avance à ses autorités compétentes et à celles d'autres États afin de permettre à celles-ci de détecter les expéditions interdites et les personnes suspectées de terrorisme avant le déchargement ou la sortie des passagers.

Nous n'avons pas encore de système spécifique pour la communication à l'avance aux autres pays d'informations sur les expéditions et passagers internationaux suspects.

1.13 S'agissant toujours du paragraphe 2, alinéa g), de la résolution, la République de Corée pourrait-elle indiquer au CCT dans les grandes lignes les dispositions législatives concernant l'octroi de la citoyenneté et d'autres droits civiques en République de Corée? Un étranger qui se voit accorder la citoyenneté coréenne ou d'autres droits civiques en République de Corée peut-il changer de nom? Quelles précautions sont prises pour vérifier l'identité de la personne avant la délivrance de nouveaux titres d'identité? Quelles mesures sont prises pour empêcher les mariages de complaisance entre étrangers et citoyens de la République de Corée ainsi que l'utilisation de faux certificats de mariage pour obtenir la citoyenneté?

• Principaux éléments des dispositions concernant l'octroi de la citoyenneté de la République de Corée

► **Naturalisation**

Le terme « naturalisation » s'entend de la procédure par laquelle un étranger peut acquérir la nationalité de la République de Corée avec l'autorisation du Ministre de la justice.

Toute personne qui désire se faire naturaliser doit d'abord répondre aux conditions prescrites par la loi relative à la nationalité, puis déposer une demande auprès du Ministre de la justice. Elle n'acquerra la nationalité de la République de Corée qu'une fois l'autorisation ministérielle obtenue.

Pour obtenir l'autorisation de naturalisation, un étranger doit réunir les conditions suivantes :

- 1) Il doit avoir été domicilié en République de Corée pendant au moins cinq années consécutives; 2) il doit avoir atteint la majorité légale en République de Corée, c'est-à-dire être majeur de 20 ans; 3) il doit répondre aux conditions de moralité requises; 4) il doit pouvoir subvenir à ses besoins grâce à ses biens ou à son travail ou vivre dans sa famille et être entretenu par elle; et 5) il doit posséder les connaissances de base requises de tout national de la République de Corée, par exemple connaître la langue coréenne et comprendre les coutumes coréennes.

Lorsque le candidat à la naturalisation a des liens spéciaux avec la République de Corée, soit par le sang soit par alliance, comme dans le cas où l'un des parents possédait la nationalité de la République de Corée, ceux dans lesquels le père, la mère ou le conjoint possède actuellement la nationalité de la République de Corée ou encore ceux dans lesquels le postulant est né en République de Corée, les conditions susmentionnées peuvent être levées (art. 6 et 7 de la loi relative à la nationalité).

► **Réintégration dans la nationalité**

Un étranger qui a eu la nationalité de la République de Corée peut réacquérir cette nationalité en obtenant du Ministre de la justice une autorisation de réintégration dans la nationalité. Le Ministre de la justice ne délivre pas d'autorisation de réintégration dans la nationalité à une personne 1) qui a porté un préjudice à l'État et à la société; 2) qui ne remplit pas les conditions de moralité requises; 3) qui a renoncé à la nationalité de la République de Corée ou a abandonné celle-ci aux fins de se soustraire au service militaire; et 4) à laquelle il considère qu'il convient de refuser l'autorisation pour des raisons liées à la sécurité et la stabilité nationales, ou à l'intérêt général national (par. 1 et 2 de l'article 9 de la loi relative à la nationalité).

• ***Du changement de nom de l'étranger naturalisé***

Tout étranger doit utiliser le nom figurant sur son passeport au moment du dépôt de sa demande de naturalisation. Une fois la naturalisation accordée, tout citoyen naturalisé doit utiliser le même nom que sur son passeport pour l'enregistrement de sa famille.

Si un citoyen naturalisé juge que le port d'un nom étranger risque d'être pour lui un handicap, il peut déposer auprès du Tribunal des affaires familiales une demande de changement de nom. Il ne sera autorisé à changer de nom que si le Tribunal estime que l'ancien nom constitue

effectivement un handicap (art. 113 de la loi relative à l'enregistrement des familles).

- *Mesures visant à déterminer si un postulant remplit effectivement les conditions prescrites par la loi relative à la nationalité avant la délivrance de nouveaux titres d'identité*

Lorsqu'un étranger dépose une demande d'autorisation de naturalisation, le Ministre de la justice peut demander à l'autorité compétente des renseignements concernant le postulant : par exemple, les autorités de police peuvent communiquer les antécédents personnels et pénaux du postulant et le Bureau de l'immigration indiquer s'il était ou non en situation régulière pendant son séjour en Corée (par. 1 de l'article 4 du décret d'application de la loi relative à la nationalité).

Suivant le résultat des investigations mentionnées ci-dessus, le Ministre de la justice autorise ou non la naturalisation ou la réintégration dans la nationalité (par. 3 de l'article 4 du décret d'application de la loi relative à la nationalité).

Un candidat à la naturalisation ayant obtenu l'autorisation ministérielle ne pourra recevoir une nouvelle carte d'identité que s'il renonce à sa nationalité d'origine.

- *Mesures visant à prévenir les mariages de complaisance contractés aux fins de l'acquisition de la nationalité*

En vertu de la loi relative à la nationalité, un étranger ou une étrangère dont le conjoint a la nationalité de la République de Corée doit attendre pour soumettre une demande de naturalisation au Ministre de la justice d'avoir résidé en République de Corée pendant au moins deux années consécutives alors qu'il ou elle était déjà marié(e) avec son conjoint, ou si trois années se sont écoulées depuis le mariage, de compter au moins une année de résidence en République de Corée depuis que le mariage a été contracté (par. 2 de l'article 6 de la loi relative à la nationalité).

Lorsqu'un étranger ou une étrangère dont le conjoint a la nationalité de la République de Corée dépose une demande de naturalisation, le Ministre de la justice commence par vérifier qu'il ne s'agit pas d'un mariage de complaisance ou contraint, en faisant réaliser une enquête sur les antécédents personnels et pénaux du postulant et sur sa situation durant son séjour en Corée (par. 2 de l'article 4 de la loi relative à la nationalité). S'il est établi qu'il s'agit d'un mariage de complaisance ou contraint, le demandeur se verra refuser la naturalisation.

1.14 Le CCT souhaiterait que la République de Corée explique quelles procédures, autres que celles qui ont déjà été mentionnées, sont en place pour protéger les papiers d'identité, par exemple : les extraits d'acte de naissance, les certificats de mariage, les permis de conduire et les cartes d'immatriculation de véhicule, etc., de façon à en empêcher le vol, la délivrance frauduleuse ou d'autres abus dont pourraient profiter des terroristes.

La falsification des cartes de résident et l'utilisation de ces cartes ayant eu des répercussions au niveau de la criminalité, la Police nationale a compétence à l'égard des infractions liées à ces falsifications et des infractions commises en

utilisant des cartes fausses ou falsifiées (par exemple, fraude dans l'immobilier, prêts illicites, délivrance illicite de visas).

1.15 Comme noté à la page 13 du deuxième rapport, au paragraphe 2, alinéa a) de la résolution, le Conseil de sécurité a décidé que les États devaient prendre des mesures pour qu'il soit mis fin à l'approvisionnement en armes des terroristes. Dans ce contexte, le CCT a le plaisir de constater que la République de Corée a mis en place une réglementation et un dispositif d'application pour faire en sorte que des produits chimiques dangereux ou toxiques, des matières biologiques et des matières radiologiques et leurs déchets ne tombent pas entre les mains de terroristes. À cet égard, le CCT souhaiterait que la République de Corée, sans divulguer, d'informations sensibles, l'informe des programmes ou des procédures spéciales qu'elle a mis en place et du personnel dont elle dispose pour réagir au niveau de la sécurité et de la répression au cas où de telles matières illicitement détournées seraient détectées? Il souhaiterait savoir quelles procédures sont en place pour avertir les autres États dans une telle éventualité. Si la République de Corée dispose de telles capacités, serait-elle disposée à aider d'autres pays à se préparer pour de telles éventualités?

• *Contrôle des matières et déchets dangereux*

Conformément à la loi relative à la gestion des produits chimiques dangereux, les produits chimiques sont classés aux fins de leur gestion dans diverses catégories : 4 substances toxiques appelant un traitement particulier, 55 substances réglementées et 542 substances toxiques.

- **Le Ministre de l'environnement peut interdire ou réglementer la fabrication et l'importation ou l'utilisation de certaines substances toxiques qui font courir un risque particulièrement grave à la santé humaine ou à l'environnement.**
- **Toute personne qui souhaite importer des substances toxiques doit communiquer au Ministre de l'environnement une description détaillée de l'expédition envisagée.**
- **L'exploitant d'une affaire fabriquant ou utilisant des substances toxiques doit tenir quotidiennement l'inventaire des substances produites et mises en circulation ou utilisées, et mettre lesdites substances en sécurité sous clef afin d'empêcher qu'elles ne soient volées.**

Conformément à la loi relative au contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination :

- **Le commerce de déchets dangereux est soumis à autorisation préalable, et l'importation/exportation de déchets qui pourraient faire courir un risque important aux êtres humains ou à l'environnement est strictement interdite.**
- **Les autorités compétentes peuvent ordonner aux importateurs et aux exportateurs qui se trouvent en infraction des dispositions ci-dessus de transporter les déchets dans un certain délai.**

• *Contrôle des matières et déchets radioactifs*

La République de Corée s'est dotée d'un système de gestion des stocks de sources d'isotopes radioactifs (IR) qui vise à prévenir les pertes, les vols ou les sources orphelines qui pourraient être détournées par des terroristes. Le Gouvernement réglemente les pratiques liées aux matières radioactives : réception, possession, importation, exportation, utilisation, transfert et évacuation ou stockage définitif.

Conformément à l'article 65 de la loi relative à l'énergie atomique, les sources radioactives scellées et non scellées et les appareils contenant une source de rayonnement gérés par des preneurs de licence sont autorisés. Le preneur de licence doit périodiquement communiquer des informations concernant la réception, la possession, l'importation, l'exportation, l'utilisation, le transfert et l'évacuation ou le stockage définitif d'isotopes radioactifs, etc. (art. 105 de la loi relative à l'énergie atomique et art. 125 du Règlement d'application de la loi relative à l'énergie atomique). L'état de gestion des sources de rayonnement scellées, des sources de rayonnement non scellées et des appareils contenant une source de radiation doit être communiqué tous les trimestres et des informations sur les ventes de sources non scellées et d'appareils contenant une source de radiation doivent être communiquées tous les mois. Le Cybercentre d'information sur la sûreté et la sécurité des isotopes radioactifs de l'Institut coréen de la sûreté et de la sécurité nucléaires (KINS) appuie le processus de communication d'informations conformément à l'article 12 de la Circulaire du Ministre de la science et de la technologie pour 2002-2003. L'article 99-2 de la loi relative à l'énergie atomique réglemente la possession, le transfert et l'acquisition de sources radioactives. Il prévoit notamment des restrictions à l'importation (qui n'est autorisée que par les membres de l'Association coréenne des isotopes radioactifs), le dédouanement des importations, etc. Conformément à l'article 67 de la loi relative à l'énergie atomique, les preneurs de licence doivent faire inspecter leurs installations avant de commencer leur activité, et les installations sont par la suite périodiquement soumises à de nouvelles inspections.

Le Cybersystème d'information sur la sûreté et la sécurité des isotopes radioactifs permet la traçabilité des diverses sources de rayonnement. Les modules du système sont les suivants : 1) le système de gestion de la sécurité du preneur de licence auquel incombe la gestion de la source; 2) le système de sûreté du preneur de licence; 3) le Cybersystème d'information; et 4) le système de traçage des sources de radiation (qui est utilisé pour la gestion des sources de radiation par l'organisme de surveillance).

Lorsque des isotopes radioactifs sont perdus ou volés, le preneur de licence doit en informer sans retard le Ministre de la science et de la technologie (art. 102 de la loi relative à l'énergie atomique). De plus, quiconque trouve des isotopes radioactifs ou des matières suspectées d'être des isotopes radioactifs, ou découvre un véhicule (ou un navire) transportant des isotopes radioactifs en feu ou accidenté doit immédiatement avvertir le Ministre de la science et de la technologie, les autorités locales, les pompiers, la police ou les autorités militaires les plus proches (art. 22 de la loi sur la protection physique et les situations d'urgence radiologique).

Dans de tels cas, le preneur de licence doit prendre toutes les mesures de sûreté et de sécurité en coopération avec les autorités concernées (police, pompiers, etc.). Une équipe dépêchée par le KINS fournira des conseils techniques pour sécuriser et récupérer les IR et les transporter jusqu'au site de stockage définitif.

Conformément à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, en cas d'accident affectant les installations ou activités ci-après, la République de Corée notifie sans délai, directement ou par l'entremise de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), aux États qui sont ou peuvent être physiquement touchés ainsi qu'aux organismes compétents, l'accident nucléaire, sa nature, le moment où il s'est produit et sa localisation exacte quand cela est approprié :

- Tout réacteur nucléaire où qu'il soit situé;
- Toute installation du cycle du combustible nucléaire;
- Toute installation de gestion des déchets radioactifs;
- Le transport et le stockage de combustible nucléaire ou de déchets radioactifs;
- La fabrication, l'utilisation, le stockage provisoire, le stockage définitif et le transport de radio-isotopes à des fins agricoles, industrielles et médicales, à des fins scientifiques connexes et pour la recherche;
- L'utilisation de radio-isotopes pour la production d'électricité dans des objets spatiaux.

De plus, la République de Corée fournit rapidement aux États qui sont ou peuvent être physiquement touchés, directement ou par l'entremise de l'Agence, ainsi qu'aux organismes responsables, les informations disponibles pertinentes pour limiter le plus possible les conséquences radiologiques dans ces États. Actuellement, l'autorité nationale compétente pour la Convention est le Ministère de la science et de la technologie et l'organisme national à alerter est le KINS.

Afin d'aider d'autres pays à localiser les sources orphelines ou à faire front en cas d'attentat terroriste radiologique, il faudrait fournir du matériel, du personnel ou un appui financier. Pour le moment, le Ministère de la science et de la technologie dispose uniquement du matériel essentiel pour intervenir en cas de catastrophe radiologique sur le territoire national. Toutefois, si la situation dans d'autres pays est grave, la République de Corée fera tout son possible pour les aider. Nous allons également essayer de nous doter d'une capacité qui nous permette d'apporter un meilleur appui à d'autres pays.

1.16 Le CCT a conscience que la République de Corée a déjà traité certains ou la totalité des points faisant l'objet des paragraphes précédents dans des rapports ou des réponses à des questionnaires soumis à d'autres organisations contrôlant l'application de normes internationales. Il souhaiterait obtenir un exemplaire de tels rapports ou réponses ainsi qu'une description des mesures prises pour suivre les meilleures pratiques arrêtées au plan international ainsi que les codes et normes internationaux intéressant l'application de la résolution 1373.

Nous ne disposons pas d'information portant spécifiquement sur ces points.

II. Assistance et conseils

2.2 Le CCT relève avec satisfaction, à la page 12 du troisième rapport, que le Gouvernement de la République de Corée estime qu'il est urgent et nécessaire d'apporter une aide à la lutte contre le terrorisme aux pays qui en ont besoin et appuie le rôle qui a été confié au CCT à cet égard. La République de Corée s'est déclarée disposée à partager avec d'autres pays son expérience de la lutte antiterroriste. Le CCT saurait donc gré à la République de Corée d'envisager d'apporter une assistance pour l'application de la résolution. L'assistance dont ont besoin les États est indiquée dans le répertoire des demandes d'assistance sur le site du CCT (<www.un.org/sc/ctc>). Le CCT encourage également la République de Corée à l'en informer si elle prête actuellement son concours à d'autres États pour l'application de la résolution.

À l'heure actuelle, le Gouvernement coréen n'apporte aucune assistance à d'autres pays pour l'application de la résolution. Il va voir ce qui peut être fait pour que la République de Corée prête son concours à d'autres pays comme l'a suggéré le Comité.

2.4 À ce stade de ses travaux, le CCT va se concentrer sur les demandes d'assistance portant sur des questions relevant des phases A et B. Toutefois, c'est aux États qu'il incombe, sur une base bilatérale, de se mettre d'accord sur l'assistance à apporter concernant tout aspect de la résolution. Le CCT souhaiterait être informé de tels arrangements et de leurs résultats.

Aucun accord bilatéral n'a pour le moment été conclu.
